



Communiqué de presse GA/10312 PAL/2018

Commissionspéciale de l'Assemblée générale
pourles annonces de contributions volontaires à
l'Officede secours et de travaux des Nations Unies
pourles réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

DIX-HUITDONATEURS ANNONCENT DES CONTRIBUTIONS D'UN MONTANT DE QUELQUE 90 MILLIONS DEDOLLARS À L'OFFICE DE L'ONU POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE

Au cours d'une Conférence d'annonces de contributions organisée au Siège de l'ONU, ce matin, quelque 90 millions dedollars ont été promis à l'Office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, l'organisme connu sous le nom d'UNRWA, officiant dans les domaines de l'éducation, de la santé, du microfinancement et des services sociaux au profit de plus de 4 millions de Palestiniens réfugiés en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne, en Cisjordanie et à Gaza. Le Commissaire général de l'UNRWA, Peter Hansen, a noté qu'il s'est agi, ce matin, d'une des meilleures Conférence d'annonces de contributions puisque les engagements à cette date accusent une augmentation de 8% par rapport à 2004.

Pour l'année 2005, le budget de trésorerie de l'UNRWA est estimé à 339 millions de dollars. Les activités de l'UNRWA sont presque entièrement financées au moyen de contributions volontaires d'États Membres et d'autres entités.

L'Office a lancé, en novembre dernier à Genève, un appel d'urgence visant à collecter la somme de 186 millions de dollars qui doit être répartie comme suit: 41 millions pour la création d'emplois, 54 millions pour l'aide humanitaire et 68 millions pour la reconstruction des abris.

Ce matin, les pays suivants ont annoncé des contributions: Émirats arabes unis, Koweït, Danemark, Suède, Autriche, Chine, Thaïlande, Luxembourg, Norvège, Tunisie, République de Corée, Pays-Bas, Inde et Espagne. Le Saint-Siège a également promis de verser une contribution. En revanche, compte tenu du cycle budgétaire de leur pays, les représentants du Japon, de la Turquie et de l'Islande ont expliqué qu'ils n'étaient pas encore en mesure de le faire.

Remerciant les délégations, l'Observatrice de la Palestine a souligné que la crise dans le Territoire palestinien occupé ades conséquences énormes sur les réfugiés. De nombreux réfugiés, dont des enfants, ont été victimes de la politique de répression d'Israël. Elle a aussi regretté que le personnel de l'UNRWA ait eu à essuyer diverses attaques avant d'appeler au respect des obligations juridiques vis-à-vis de l'Office.

Créé en 1949 et devenu opérationnel le 1^{er} mai 1950, l'UNRWA emploie aujourd'hui 25 000 personnes et gère quelque 900 établissements. En ouvrant la Conférence, le Commissaire général a souligné que, pour la cinquième année consécutive, les conditions socioéconomiques des territoires palestiniens occupés restent précaires. Le taux de pauvreté est maintenant de 70% et celui du chômage est monté à 50%. Depuis octobre 2000, l'UNRWA a fourni une assistance d'urgence à quelque 1,3 millions de Palestiniens. Le Commissaire général a prévenu que ces dernières années, les ressources mises à la disposition de l'UNRWA n'ont pas été à la hauteur des besoins croissants d'une population de réfugiés en constante augmentation. Il a expliqué que le budget prévu pour 2005, s'il a augmenté nominalement de 2,7% par rapport à celui de 2004, a néanmoins diminué en termes réels compte tenu de l'inflation et des besoins croissants dans le domaine de l'éducation, de la santé et des services sociaux. Le budget en question représente le minimum requis pour assurer la poursuite des programmes mis en place.

Dans les activités de base, le programme de l'éducation représente 66% du budget, soit 195 millions de dollars, celui de la santé 22%, soit 65 millions de dollars et celui des secours et des services sociaux 12%, soit 35 millions de dollars. Le Commissaire général a conclu en attirant l'attention sur le plan stratégique que l'UNRWA compte lancer en 2005. Ce plan identifie les interventions requises à moyen terme pour améliorer les services fournis et réhabiliter les infrastructures opérationnelles affaiblies par des années de sous-financement. Pour renforcer ses relations avec les parties prenantes et élargir sa base de donateurs, l'UNRWA a misé sur le processus de Genève, lancé en juin 2004. Comme mesure de suivi, l'Office a pris de nouvelles initiatives, dont une porte sur les droits de l'enfant.

annonces de contributions

Émirats arabes unis: 500 000 dollars

Koweït: 1 500 000 dollars

Danemark: 60 000 000 couronnes danoises
(sous réserve de l'approbation du Parlement)

Suède: 30 000 000 dollars
(sous réserve de l'approbation du Parlement)

Autriche: 1 000 000 dollars

Chine: 80 000 dollars

Thaïlande: 30 000 dollars

Luxembourg: 2100 000 dollars
(sous réserve de l'approbation du Parlement)

Norvège: 100 000 000 couronnes norvégiennes

Tunisie: 12 000 dinars tunisiens

République de Corée: 100 000 dollars

Saint-Siège: 20 000 dollars

